

H

Conseil d'Etat	-	Raad van State
LEGISLATION	-	WETGEVING
21 DEC. 1956		
Transmis à M. <i>administration</i>		
Overgemaakt aan de H.		

ML.

L. 5523/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 décembre 1956, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif à l'épuration civique", a donné le 12 décembre 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e december 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de epuratie inzake burgertrouw", heeft de 12e december 1956 het volgend advies gegeven :

C.E.	-	R.S.
Entrée		Minister
22.12.56		
No		
COORD		

Le projet a pour but de rendre à certaines personnes les droits ou une partie des droits dont elles furent déchues à la suite de leur comportement au cours de la guerre 1940-1945.

+
+ +

L'article 1er met définitivement fin, pour l'avenir, à toutes les déchéances qui résultent soit d'une des mesures administratives visées à l'article 1er, alinéas 1er et 2, de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, soit d'une inscription sur la liste de l'auditeur militaire.

Le premier membre de phrase de l'article 1er serait mieux rédigé comme suit : "Il est mis fin aux déchéances des droits prévus à l'article 123 sexies du Code pénal résultant ...".

.../...

L'alinéa 2 prévoit en premier lieu que la suppression de la déchéance n'a d'effet que pour l'avenir, et précise ensuite "qu'elle ne restitue pas aux intéressés les titres, grades, fonctions, emplois et offices publics dont ils ont été destitués". Cette disposition, qui semble inspirée de l'article 1er de la loi du 25 avril 1896 sur la réhabilitation en matière pénale, signifie donc que les intéressés ne sont pas rétablis dans leurs titres et grades, ni dans leurs fonctions, emplois et offices publics.

Il en va évidemment de même des membres du barreau qui, en vertu de ces dispositions légales, ont été déchus du droit d'être inscrits sur l'un des tableaux de l'ordre des avocats (article 123 sexies, b) . Pour éviter qu'en ce qui les concerne, l'alinéa 2 de l'article 1er ne fournisse un argument a contrario en faveur d'un rétablissement de plein droit de leur nom sur un tableau de l'ordre, il serait souhaitable de le compléter par les mots ci-après: ... ni la qualité d'avocat, d'avocat stagiaire ou d'avocat honoraire dont ils ont été privés".

+

+ +

L'article 2 concerne la catégorie de personnes qui furent déchues des droits prévus à l'article 123 sexies ou d'une partie seulement de ces droits, à la suite d'une condamnation pénale.

.../...

Pour autant que la condamnation encourue n'atteigne pas vingt ans de privation de liberté ou qu'elle soit réduite par voie de grâce à une peine de privation de liberté inférieure à vingt ans, il est mis fin pour l'avenir aux déchéances des droits prévus à l'article 123 sexies, à l'exception toutefois d'une série de droits que le projet énumère et qui étaient soit expressément prévus **par** l'article 123 sexies, soit manifestement compris dans les déchéances qu'il formulait.

+

+

+

A l'alinéa 1er, la date du 26 août 1939 devrait être remplacée par celle du 27 août 1939. En effet, l'arrêté royal du 26 août 1939 relatif à la mobilisation de l'armée n'est entré en vigueur que le jour de sa publication au Moniteur belge, soit le 27 août 1939.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le membre de phrase de l'alinéa 1er, où cette date est citée, comme suit : " ... commise postérieurement au 26 août 1939 et antérieurement au 16 juin 1949 ... ".

+

+

+

.../...

L'article 123 sexies dispose que celui qui a été condamné à une peine criminelle dépassant une privation de liberté de cinq ans pour infraction ou tentative d'infraction prévue au chapitre II du titre I du livre II du Code pénal ou aux articles 17 et 18 du Code pénal militaire, commise en temps de guerre, est de plein droit frappé à perpétuité de la déchéance des droits que cet article énumère. Parmi ces droits figurent en premier lieu les droits énumérés à l'article 31 du Code pénal.

D'autre part, l'article 123 sexies n'a pas exclu l'application dudit article 31 du Code pénal, suivant lequel tous arrêts de condamnation à la peine de mort ou aux travaux forcés prononceront, contre les condamnés, l'interdiction à perpétuité des droits qu'il énumère.

Le concours de ces deux dispositions a obligé les juridictions militaires à prononcer, par application de l'article 31 du Code pénal, l'interdiction des droits prévus à cet article, alors que le jugement ou l'arrêt entraînait de plein droit, en vertu de l'article 123 sexies, la déchéance de ces droits.

Cette dualité avait pour effet qu'un condamné était déchu deux fois des mêmes droits, mais à des titres différents. En effet, l'interdiction de ces droits prononcée par application de l'article 31 du Code pénal

est une peine accessoire, alors que les déchéances résultant de l'article 123 sexies sont considérées par la Cour de cassation non comme des peines, mais comme des mesures de sûreté (Cass. 13 novembre 1944, Pas. 1945, p. 32; Cass. 29 septembre 1947, Pas. 386; Cass. 3 janvier 1955, Pas. 443).

Le projet ne met fin, en fait, qu'à certaines des déchéances résultant des articles 123 sexies et 123 septies. Il laisse subsister les interdictions prononcées par application de l'article 31 du Code pénal, c'est-à-dire les interdictions qui ont le caractère de peines accessoires. Celles-ci pourront toutefois faire l'objet, comme toutes les peines, de mesures de grâce.

+

+ +

Selon l'alinéa 2 de l'article 2, la disposition s'applique à celui qui a été condamné à une peine supérieure à vingt ans "lorsque celle-ci est réduite par voie de grâce à une peine de privation de liberté inférieure à vingt ans".

Cet alinéa n'indique pas quelle sera la situation du condamné qui a été gracié conditionnellement s'il perd le bénéfice du sursis et doit purger le reste de sa peine.

.../...

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les déchéances reprendront cours, c'est-à-dire que, ne remplissant plus les conditions prévues au projet, l'intéressé perdra l'exercice des droits que le projet lui avait restitué.

Il est à remarquer que la disposition transitoire que constituait l'article 7 de la loi du 29 février 1952 avait réglé de façon expresse l'hypothèse envisagée, in fine de son alinéa 2, par le texte ci-après : "Le retrait du sursis accordé par voie de grâce pour l'exécution de la peine entraînera de plein droit le rétablissement de la déchéance".

On éviterait des discussions en insérant une disposition ayant le même objet à l'article 2.

+

+ +

L'article 3 du projet modifie l'article 9 de la loi du 14 juin 1948, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi du 29 février 1952.

Il a pour but d'étendre la possibilité de demander la suppression ou la limitation de la déchéance à ceux dont "la peine criminelle a été réduite par voie de grâce dans une mesure telle que la peine à subir ne dépasse pas cinq ans de privation de liberté, pour autant que la remise de la peine soit définitivement acquise".

.../...

La phrase liminaire de l'article 3 du projet devrait être rédigé de manière à indiquer clairement que le nouvel alinéa qu'il insère dans l'article 9 de la loi du 14 juin 1948, modifié par celle du 29 février 1952, vient s'insérer entre les deux alinéas déjà existants.

Le Conseil d'Etat propose à cet effet le texte suivant :

"Article 3.-

Il est inséré entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 de l'article 9 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, tel qu'il a été remplacé par l'article 2 de la loi du 29 février 1952, un alinéa nouveau rédigé comme suit :

..."

Het ontwerp strekt ertoe, aan sommige personen de rechten of een gedeelte van de rechten terug te schenken, waarvan zij ingevolge hun gedragingen tijdens de oorlog 1940-1945 vervallen waren verklaard.

+

+ +

Artikel 1 maakt voor de toekomst voorgoed een einde aan alle vervallenverklaringen die het gevolg zijn ofwel van administratieve maatregelen als bedoeld in artikel 1, eerste en tweede lid, van de besluitwet van 19 september 1945, ofwel van een inschrijving op de lijst van de krijgsauditeur.

.../...

Het eerste zinsdeel van artikel 1 ware als volgt te lezen : "Er wordt een einde gemaakt aan de vervallenverklaringen van de rechten opgesomd in artikel 123 sexies van het Strafwetboek, welke ...".

Het tweede lid zegt in de eerste plaats, dat opheffing van de vervallenverklaring alleen voor de toekomst uitwerking heeft; het voegt hieraan toe, dat die opheffing "aan de belanghebbenden de titels, graden, openbare ambten, bedieningen of diensten (...) waarvan zij afgesteld werden", niet teruggeeft. Deze bepaling, die door artikel 1 van de wet van 25 april 1896 op het eerste herstel in strafzaken ingegeven schijnt, betekent dus dat de betrokkenen noch in hun titels en graden, noch in hun openbare ambten, bedieningen en diensten worden hersteld.

Hetzelfde geldt natuurlijk voor leden van de balie die op grond van deze wetsbepalingen vervallen zijn verklaard van het recht van inschrijving in een der tabellen van de orde der advocaten (artikel 123 sexies, b). Opdat het tweede lid van artikel 1 wat hen betreft geen argument a contrario aan de hand zou doen om hun naam van rechtswege opnieuw op een tabel der orde te doen brengen, ware het wenselijk het aan te vullen met de volgende woorden : "evenmin geeft zij hun de hun ontnomen hoedanigheid van advocaat, stagedoend advocaat of ereadvocaat terug".

+

+ +

.../...

Artikel 2 heeft betrekking op de categorie van personen die, ingevolge een strafrechtelijke veroordeling, geheel of gedeeltelijk vervallen verklaard werden van de in artikel 123 sexies genoemde rechten.

Voor zover de uitgesproken veroordeling minder dan twintig jaren vrijheidsstraf inhoudt, of bij genade-maatregel tot een vrijheidsstraf van minder dan twintig jaren is verminderd, wordt voor de toekomst een einde gemaakt aan de vervallenverklaringen van de in artikel 123 sexies genoemde rechten, met uitzondering evenwel van een aantal in het ontwerp opgesomde rechten, die ofwel uitdrukkelijk in artikel 123 sexies waren opgegeven, ofwel klaarblijkelijk tot de daarin omschreven vervallenverklaringen behoorden.

+

+ +

In het eerste lid dient de datum 26 augustus 1939 te worden vervangen door 27 augustus 1939. Het koninklijk besluit van 26 augustus 1939 betreffende de mobilisatie van het leger is immers eerst de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, dus op 27 augustus 1939, in werking getreden.

De Raad van State stelt voor, het zinsdeel van het eerste lid dat naar deze datum verwijst, als volgt te lezen : "... gepleegd na 26 augustus 1939 en vóór 16 juni 1949 ...".

+

+ +

.../...

Artikel 123 sexies bepaalt dat "hij die veroordeeld is tot een criminele vrijheidsstraf van meer dan vijf jaar wegens een in oorlogstijd gepleegd misdrijf of poging tot misdrijf als bepaald in boek II, titel I, hoofdstuk II, van het Wetboek van strafrecht of in de artikelen 17 en 18 van het Militair Strafwetboek, van rechtswege levenslang vervallen is verklaard" van de rechten welke dit artikel opsomt. Onder deze rechten komen in de eerste plaats de in artikel 31 van het Strafwetboek genoemde rechten voor.

Artikel 123 sexies heeft anderzijds niet uitgesloten, dat toepassing wordt gemaakt van genoemd artikel 31 van het Strafwetboek, volgens hetwelk alle arresten van veroordeling tot doodstraf of tot dwangarbeid tegen de veroordeelden levenslange ontzetting van de aldaar opgesomde rechten uitspreken.

Door het samengaan van beide bepalingen zagen militaire gerechten zich genoodzaakt bij toepassing van artikel 31 van het Strafwetboek de ontzetting van de daar opgesomde rechten uit te spreken, terwijl het vonnis of het arrest krachtens artikel 123 sexies van rechtswege de vervallenverklaring van deze rechten medebracht.

Dit dualisme had tot gevolg, dat een veroordeelde tweemaal van dezelfde rechten vervallen werd verklaard, maar op verschillende gronden. De ontzetting uit deze rechten, uitgesproken bij toepassing van artikel 31 van het Strafwetboek, is een bijkomstige straf, terwijl vervallenverklaringen ingevolge artikel 123 sexies door het Hof van cassatie niet als straffen maar als veiligheidsmaatregelen worden beschouwd (Cass. 13 november 1944, Pas. 1945, blz. 32; Cass. 29 september 1947, Pas. 386; Cass. 3 januari 1955, Pas. 443).

Alleen aan sommige van de uit artikel 123 sexies en 123 septies voortvloeiende vervallenverklaringen maakt, de facto, het ontwerp een einde. De bij toepassing van artikel 31 van het Strafwetboek uitgesproken ontzettingen, dit wil zeggen ontzettingen die het karakter van toekomstige straffen hebben, laat het voortbestaan. Zoals alle straffen echter kunnen ook deze het voorwerp van genademaatregelen zijn.

+

+

+

Volgens het tweede lid van artikel 2 vindt de bepaling toepassing op hem die tot een hogere straf dan twintig jaren werd veroordeeld "wanneer deze bij genademaatregel werd verminderd tot een vrijheidsstraf van minder dan twintig jaar".

Er wordt niet gezegd, welke de toestand van de voorwaardelijk begenadigde veroordeelde zal zijn, wanneer hij het voordeel van het uitstel verliest en de rest van zijn straf moet uitzitten.

Uit de ontvangen inlichtingen blijkt, dat het verval opnieuw zal ingaan, dit wil zeggen dat de betrokkene, die niet langer de in het ontwerp gestelde voorwaarden vervult, de hem door het ontwerp teruggeschonken rechten zal verliezen.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

G. HOLOYE,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A. BERNARD,
Ch. VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J. CYPRES,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. CYPRES.

(s) F. LEPAGE.